

# Penser l'après-guerre froide

**Zaki Laïdi**

On avait espéré dans l'euphorie qui accompagna la Chute du Mur de Berlin, que le système international était désormais mûr pour une refonte en profondeur de ses principes d'organisation et de ses règles de fonctionnement [1]

. Parce que l'on estimait que la guerre froide expliquait tout ou presque, on en conclut fort logiquement que sa disparition permettrait tout. Dès lors que la "démocratie de marché" ne souffrait plus d'aucune concurrence, les obstacles engendrés par l'interdépendance économique ou l'interpénétration culturelle, la mondialisation des échanges et des nuisances se trouvaient levés. Parce que les querelles idéologiques avaient entravé la concertation internationale, leur disparition en hâterait naturellement l'avènement. Ainsi était censé s'esquisser un cercle vertueux de l'après-guerre froide où désidéologisation et mondialisation se renforceraient mutuellement, préfigurant l'amorce d'un gouvernement mondial en charge des biens communs de l'Humanité par ONU interposé.

Cette vision très kantienne gorgée de références aux Lumières, se heurta à des réalités internationales singulièrement rétives à toute nouvelle captation téléologique. A défaut de nouvel ordre international, nous nous trouvons donc dans un système international relâché dont le trait distinctif n'est pas tant le "désordre", terme nécessairement relatif et largement descriptif, que la tension croissante entre une dynamique de la puissance qui pousse sous la pression économique à la mondialisation et à l'intégration et une problématique du sens qui, depuis qu'elle a perdu tout soubassement téléologique, semble de plus en plus sébile, friable, errante. Ce divorce entre sens et puissance trouve son expression la plus visible et la plus forte dans le contraste entre la mondialisation accélérée des marchés et la remontée des particularismes ethniques, culturels ou régionaux. Il existe une concordance dans le temps entre la "fin de la géographie" et la revitalisation des micro-histoires. Ce divorce demeure cependant beaucoup plus difficile à interpréter qu'il n'y paraît de prime abord. En effet, si l'on peut voir dans les phénomènes de repli identitaire (infiniment petit) la contrepartie à la mondialisation (infiniment grand), on se rend compte dans les faits que cette symétrie apparente n'explique rien. Certes, la perception de vivre dans un monde plus vaste génère une certaine insécurité. Mais dans bien des cas, c'est

moins la mondialisation en tant que telle qui induit ces phénomènes que l'effondrement du politique compris au sens de projet collectif ou l'inadéquation de l'Etat-nation territorialisé. L'affirmation identitaire et particulariste s'effectue moins contre la mondialisation que par rupture avec les représentations téléologiques et universalistes de l'Histoire. De surcroît, tous les mouvements particularistes ou identitaires puisent allègrement dans les ressources de la mondialisation pour faire avancer leurs revendications, qu'il s'agisse de la télévision, des réseaux financiers internationaux, de l'activation des diasporas ou de la participation aux jeux de l'échange marchand (trafics de drogue ou de pierres précieuses pour ne citer que des exemples bien connus). Ainsi parce que les mouvements les plus régressifs ou les plus passéistes intègrent d'une certaine manière la mondialisation dans leurs stratégies, il paraît difficile de conférer aux thèses du "retour au passé" une grande valeur heuristique. Ceci d'autant plus que l'hypothèse des "retours du nationalisme" butte sur un obstacle de taille : que peut bien signifier le retour au nationalisme en Asie centrale, où les républiques musulmanes de l'ancienne Union soviétique s'avèrent être des purs produits du stalinisme et où par conséquent l'idée nationale tadjik, ouzbek ou khirgize n'existait tout simplement pas avant la création de l'URSS. Le "retour au nationalisme" a ceci de particulier d'être le point de départ de la réinvention du passé, plutôt que la consécration d'un processus qui aurait été congelé par la guerre froide. Autrement dit, le nationalisme ne fait pas spontanément ou totalement sens. Il faut au contraire lui en donner un, l'enraciner dans un cadre qui n'existait pas. D'autant que même dans les cas où il préexistait historiquement (les Etats baltes), le déphasage entre les attentes et la réalité quotidienne est tel qu'il remet singulièrement en question le "sens" que l'on avait cru pouvoir retrouver.

Que peut signifier l'idée d'un "retour au nationalisme" en Russie où la Nation a toujours été indissociée de l'Empire, et où, aujourd'hui, la privation d'Empire constitue un phénomène historique inédit. Autant dire que dans ce cas comme dans d'autres, l'utilisation sélective d'un stock de références historiques se révèle notoirement insuffisante voire inopérante pour "reconstruire du sens". Elle l'est encore davantage pour relier cette quête de sens à l'exercice de la puissance dans la mesure où dans l'ancienne URSS comme dans l'ancienne Tchécoslovaquie, les phénomènes de scissiparité politique vont systématiquement à l'encontre d'une logique de complémentarité économique, complémentarité que le soviétisme avait organisée mais pas totalement inventée. Ajoutons à cela que l'hypothèse du "retour au nationalisme" se trouve affaiblie par l'extrême hétérogénéité des

situations qu'elle prétend décrire. Les "nationalismes" tatar, yakoute ou sibérien ne sont rien d'autre que des processus d'instrumentalisation du nationalisme par des élites politiques exerçant leur autorités sur des territoires riches en ressources naturelles et qui, dans le contexte de déréliction politique et sociale qui caractérise la Fédération de Russie, ne souhaitent aucunement les partager avec un ensemble plus large qui ne fait plus sens et produit encore moins de puissance. On comprendra dans de telles conditions que le débat entre "fin de l'Histoire" et "retour de l'Histoire" n'a pas lieu d'être tant les deux processus sont en vérité complémentaires. Il y a bel et bien fin de l'Histoire, non pas au sens de fin du processus de transformation et d'évolution des sociétés humaines, mais au sens de promesse finalisée (l'Endzweck de Hegel) et téléologique portée par un ou plusieurs Etats, au sens de parcours entre un point de départ et un point d'arrivée, de trajectoire entre ce que Kosselek appelle le champ de l'expérience et l'horizon d'attente. Penser l'Après-guerre froide, c'est aujourd'hui réfléchir sur les implications de la "clôture du cycle historique ouvert par la Révolution française", comme l'a souligné si justement François Furet. Symétriquement, il y a "retour à l'Histoire", c'est-à-dire retour à une thématique de l'enracinement. Mais outre qu'il est, comme on l'a vu, très difficile de revenir en arrière et d'articuler ce retour aux contraintes les plus élémentaires du présent, se pose la question essentielle de dater ce retour à l'Histoire : retour à l'Histoire, mais à quelle histoire ? Dans un premier temps, on le situe spontanément à la période précédant l'avènement du communisme. Or, dans la Russie, dans les Balkans et demain en Chine, on se rend compte que "l'arrêt sur image" à l'avant-guerre froide relève d'un certain arbitraire. Dans le cas des Balkans, c'est au moins au Traité de Versailles qu'il convient de remonter tandis que dans le cas russe, c'est au XVème siècle, quand la Russie - alors grand duché de Moscovie - se trouvait sans Empire. Autant dire à travers l'évocation de ces différents cas de figure que la "recomposition du sens" et l'articulation de celui-ci à l'exercice de la puissance ne saurait se régler à travers une sorte de désintoxication idéologique ou téléologique à laquelle les adeptes poppériens de la "société ouverte" semblent parfois nous convier.

### **Le divorce entre sens et puissance**

Le divorce entre sens et puissance ne saurait pour autant se limiter à la tension entre la logique intégratrice de l'économie et la dynamique désintégratrice de l'identité. Il affecte "en cascade" l'ensemble des facteurs d'exercice de la souveraineté politique des nations, au premier plan duquel figure l'instrument militaire. Pendant toute la durée de la guerre froide, l'articulation entre puissance militaire et politique

militaire (sens) ne soulevait guère de problèmes majeurs. Dans le camp occidental, la priorité absolue allait au containment des forces soviétiques grâce à l'exercice notamment de la dissuasion nucléaire, même si les doctrines d'emploi de l'arme nucléaire pouvaient varier d'un acteur à l'autre (Etats-Unis, France) ou connaître des inflexions sensibles (la sanctuarisation absolue et exclusive du territoire français a dans les faits été abandonnée avant même la fin de la guerre froide).

Dans le camp soviétique, le dispositif du Pacte de Varsovie était en revanche résolument offensif. Aujourd'hui, la perception d'un changement radical de l'équilibre des forces en Europe tient moins à des considérations strictement militaires (la Russie reste de très loin la première puissance militaire d'Europe) qu'à notre perception du danger. Autrement dit, notre représentation de l'effondrement de la puissance russe tient moins à ses faiblesses intrinsèques qu'à la privation de tout projet sous-tendant cette puissance. D'où ce constat à la fois banal mais essentiel : une puissance militaire, même considérable, accuse une forte perte de sens dès lors qu'elle ne parvient plus à l'articuler à une politique militaire. Ce divorce entre puissance militaire et politique militaire affecte non seulement la Russie mais, par symétrie, ses anciens adversaires occidentaux.

Pour tous les héritiers de la guerre froide, l'articulation entre puissance et politique militaire soulève deux séries de problèmes.

Le premier a trait au rapport entre défense et sécurité. Pendant la guerre froide, ces deux termes s'harmonisaient presque naturellement. Avec la fin de la guerre froide, la dissociation de ces deux termes devient plus manifeste. D'une part parce que la sécurité se conçoit en termes de plus en plus généraux et englobe des éléments essentiels touchant aux technologies et au renseignement. Ensuite, et surtout, parce que les problèmes de sécurité ne se trouvent plus systématiquement liés et identifiés à un acteur politico-militaire. Il existe aujourd'hui en Europe un sentiment général d'insécurité probablement plus grand que pendant la guerre froide, alors que les menaces militaires n'ont jamais été aussi faibles. Autrement dit, les réponses militaires (politique de défense) à l'insécurité apparaissent à la fois insuffisantes et incertaines. Les politiques de défense ne suffisent plus à dégager une politique de sécurité.

Le second a trait à la dissociation entre défense et nation. Pendant la guerre froide, la défense se voulait exclusivement nationale. La logique des alliances ne changeait rien à cette réalité première. Aujourd'hui, on peut se demander si cette équivalence n'est pas remise en

question. Cet élargissement tient dans le cas européen à la conséquence d'au moins trois facteurs : la nécessité absolue d'un partage des coûts des programmes de recherche militaires, la recherche d'identités collectives supranationales que l'absence d'instrument militaire collectif réduit à l'infirmité, l'irréalisme de solutions nationales dans un contexte où les menaces relèvent plus de la contagion politique (le phénomène de décomposition politique à l'Est gagne l'Ouest) que de l'affrontement de volontés étatiques. C'est ce dernier changement qui sera le plus difficile à penser et à organiser.

### **Les Après-Guerre froide**

Si le divorce entre le sens et la puissance semble durable, il ne paraît pas pour autant possible de déduire de cette hypothèse conceptuelle une architecture stable du système international. Ce dernier se prête au contraire à des interprétations de plus en plus fluides et fuyantes qu'il serait vain de prétendre vouloir fixer. Au demeurant, on reste confondu par la rapidité avec laquelle nos représentations de la fin de la guerre froide évoluent et se sédimentent dans la plus grande confusion. C'est pourquoi il convient désormais de parler des après-guerre froide et non plus seulement de l'après-guerre froide. Bien que nécessairement arbitraire, le recours à la chronologie se révèle ici fort instructif.

Le premier après-guerre froide commence avec la chute du Mur et s'achève avec le début de la crise du Golfe. C'est la période euphorique pendant laquelle fleurissent les thèses kantiennes et hégéliennes sur la paix perpétuelle et le triomphe de la raison. Rétrospectivement, cette appréciation peut prêter à sourire. Mais on aurait tort de la réduire à une simple expression de naïveté. La fin de la guerre froide a ceci de particulier d'avoir constitué un moment exceptionnel. C'est en effet la première fois, dans l'histoire du système international moderne, que l'on a été amené à parler d'un nouvel ordre mondial, d'une nouvelle donne planétaire, sans que la précédente (guerre froide) se soit soldée par un affrontement militaire majeur entre les puissances dominantes du système international. Ce fut surtout le moment pendant lequel on a cru que la liquidation de la guerre froide représenterait un moment maîtrisable dans le temps et dans l'espace. La guerre froide constituait en quelque sorte un mauvais souvenir qu'il convenait de chasser de son esprit et dont l'évacuation mentale se trouvait facilitée par le constat d'échec généralisé porté sur le communisme. L'Occident, comme les élites de l'Est, ont eu tendance à interpréter la fin de la guerre froide comme une "purge", comme une sorte de normalisation à l'envers.

Le fait que les sociétés civiles de l'Est se montraient incapables d'avancer la moindre idée nouvelle sur l'organisation de l'après-guerre froide, que la dissidence de l'Est ait été plus sociale (Pologne) plus morale (Tchécoslovaquie) que politique, que la transition au marché n'ait jamais été pensée par la dissidence est-européenne ou soviétique, était interprété peu ou prou non comme un handicap structurel mais plutôt comme un circuit court vers la "démocratie de marché". Même si cela n'a jamais été théorisé, ce premier après-guerre froide fut animé par un grand volontarisme libéral, reposant sur l'idée selon laquelle le rejet du communisme et la vacuité politique en Europe de l'Est, reflétée par une idéalisation infantile de l'Occident, constituaient le meilleur atout de la "démocratie de marché".

Maîtrisable dans le temps, l'après-guerre froide semblait également maîtrisable dans l'espace. On feignait de croire et d'espérer qu'il existait une sorte d'optimum de la décomposition politique à l'Est qui non seulement n'avait pas de raison de porter atteinte à la structure territoriale de la guerre froide (Allemagne de l'Est et pays baltes exclus), mais qui, de surcroît, devait se limiter à l'Europe de l'Est. Pendant comme après la guerre froide, les Etats-Unis n'ont par exemple jamais souhaité la destruction politique et territoriale de l'URSS. Démanteler toute la guerre froide, mais rien que la guerre froide. Tel devait être l'ordre du jour rationnel du nouvel ordre mondial.

Avec le début de la crise du Golfe, en août 1990, le système international entre dans le second après-guerre froide. Cette crise aura pour effet d'amplifier et d'élargir au Sud la vision d'une restructuration forte et rapide du monde sur des bases nouvelles. Elle va amplifier l'euphorie occidentale, car cette crise préfigure la disparition politique de l'URSS. Il n'y avait non seulement plus d'alternative idéologique - ce que l'on savait depuis la chute du Mur de Berlin -, ni alternative stratégique, ce que la plupart des pays du Sud -dans leur immense majorité- découvriront avec effroi. C'est la période qui voit fleurir l'idée de "nouvel ordre mondial" fondé sur le triomphe du droit international et de la raison. En vérité, il s'agissait moins de bâtir un "nouvel ordre mondial" que de dégager les règles d'un nouvel ordre public reposant une articulation nouvelle et optimale entre principes et moyens aussi bien à l'Est qu'au Sud.

Au plan des moyens, la guerre du Golfe vit naître le principe de la coalition, combinant les avantages du consensus politique et ceux du leadership exercé par un acteur dominant.

Au plan des principes, elle consacra, à travers la fameuse résolution 688, le principe de l'ingérence, même si dans les faits, le "texte fondateur de l'ingérence" reposait sur d'innombrables ambiguïtés. Ce second "moment" consacre superficiellement à l'échelle internationale - et plus seulement à l'Est - l'hypothèse d'un après-guerre froide maîtrisable, déchiffrable et qualitativement supérieur.

C'est le putsch de Moscou, suivi de l'effondrement de l'URSS en décembre 1991, un an après le début de la crise du Golfe, qui va ruiner cette représentation de l'après-guerre froide. Dans cette nouvelle phase, deux réalités nouvelles surgissent, annulant presque totalement les perceptions euphoriques précédentes.

La première conséquence de la disparition de l'URSS fut tout d'abord de démontrer que le principe de la normalisation à l'envers n'était plus de mise. La décomposition ne s'arrêterait plus aux portes de la guerre froide, mais emporterait avec elle tout l'édifice antérieur à cette même guerre froide. En effet, la décommunisation a non seulement entraîné la disparition de la RDA et de l'Union soviétique, mais provoqué l'éclatement de la fédération tchécoslovaque, la désintégration de la Yougoslavie, l'extension du phénomène de purification ethnique à tous les Etats d'Europe de l'Est ou de l'ancienne Union soviétique comptant en leur sein des minorités non-nationales, et l'exacerbation des particularismes au sein même de la Fédération de Russie. Autrement dit, la logique de décomposition ne s'est non seulement pas arrêtée là où on espérait ou attendait qu'elle le fît, mais de surcroît, on voit mal ce qui pourrait l'enrayer.

La seconde conséquence, encore bien plus préoccupante que la première, fut de souligner que la décomposition politique n'avait pas vocation à rester cantonnée aux anciens pays socialistes mais à gagner l'Occident où les régionalismes à tonalité séparatiste progressent en Belgique, en Italie ou au Canada.

On a pu en effet constater combien la fin de la guerre froide était de nature à accélérer la décomposition de la Belgique par le jeu conjoint de la suppression de la conscription qui limite le brassage "interethnique" entre Flamands et Wallons et l'effet de démonstration que constitue pour ce pays le divorce à l'amiable de la Tchécoslovaquie. S'y ajoute un troisième élément qui découle pour une large part de la dévalorisation de l'idée socialiste, c'est-à-dire la légitimité d'une redistribution des richesses entre régions à niveau de développement très différencié (Wallonie/Pays Flamand). Au sein d'une même nation, l'impératif de "payer pour les autres" pour peu

que "les autres" ne parlent pas la même langue ou ne partagent pas la même histoire, perd de sa pertinence. Le champ du "pensable politiquement" après la guerre froide tend à vouloir s'exonérer de la contrainte territoriale (nationale) et sociale (partage), et cela bien au-delà du cas belge. La mesure de ce problème revêt un caractère fondamental pour l'Europe de l'après-guerre froide et de l'après-Maastricht. En effet, le Traité d'Union Européenne a, entre autres ambitions, de répondre au double défi de la crise de la territorialité et de la redistribution par une sorte de volontarisme supra-étatique. Sur le plan économique et monétaire, l'espace national est d'une certaine manière aboli (marché unique, Banque centrale européenne) ou jugé peu pertinent. Sur le plan social, l'Europe de Maastricht se propose de renforcer la redistribution des richesses des pays nantis vers les pays défavorisés. Or, c'est ce double déploiement qui fait problème car il se heurte à la souveraineté résiduelle des Etats ainsi qu'à l'intolérance croissante des opinions pour les politiques redistributives nationales et a fortiori supranationales. Ces quelques cas de figure montrent que l'on n'a pas fini de mesurer l'ampleur des remises en cause induites par l'effondrement du communisme. Penser l'après-guerre froide ne sera pas une tâche de tout repos.

---

[1] Ce texte est une version modifiée de la préface à la nouvelle édition de *L'Ordre mondial relâché : sens et puissance après la Guerre Froide*, Presses de la FNSP, collection Références, 1992.